

celle-ci: la nouvelle est-elle fondée? Est-il vrai que les États-Unis ont essayé en vain d'incorporer au contrat un article portant que le Canada achèterait les missiles nucléaires qui rendraient les avions utiles? Encore une fois, je cite le *Sun* de Vancouver, du 9 février 1962. La manchette est: «Le Canada et les États-Unis ne s'entendent pas en matière de défense», et l'article se lit en partie ainsi qu'il suit:

Le Canada et les États-Unis, semble-t-il, ne s'entendent pas en matière de défense mutuelle... il n'y avait pas eu de réunion du comité mixte canado-américain de la défense depuis juillet 1960 —soit depuis 18 mois environ.

Voici la question que je veux poser au ministre: est-il exact que, pendant 18 mois, il n'y a pas eu de réunion du Comité de défense commune du Canada et des États-Unis?

M. le président suppléant: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député. Je puis très facilement rattacher sa première citation au poste à l'étude, mais j'ai peine à en faire autant avec la dernière, et je crains que le comité ne s'engage ainsi dans le domaine de la politique de défense en général, plutôt que de s'en tenir très étroitement au poste à l'étude. J'espère que l'honorable député fera preuve de collaboration.

M. Matheson: Je vous remercie, monsieur le président. Voici ce qu'écrivait le *Financial Post* du 4 novembre 1961:

L'autre problème vraiment vexant pour le NORAD—et notamment pour les officiers d'état-major canadiens chargés des questions de défense—tient à la question des ogives nucléaires destinées aux forces canadiennes...armes dont on a toujours voulu munir le CF-101B aussi bien que le Bomarc.

Le ministre devrait savoir si cette affirmation du *Financial Post* est exacte. Si elle est inexacte, nous aimerions le savoir. Nous lisons pas mal d'autres renseignements de la même encre. Le *News* de Detroit parle de la timidité du Canada en matière de défense, et le *Citizen* a dit qu'on ne saurait respecter un gouvernement incapable de prendre une décision. La véritable question qui se pose est celle-ci: avons-nous pris des engagements, de quelque caractère que ce soit? Avons-nous conclu des traités secrets avec nos alliés? Nous sommes au courant de notre récente attitude sympathique envers Castro. Nous savons que nous avons toujours entretenu des relations cordiales avec les États-Unis. J'aimerais que le ministre nous donne l'assurance que les allégations que nous relevons dans le *Sun* de Vancouver, le *Globe and Mail*, le *Herald* de Calgary et le *Financial Post* sont tout à fait dénuées de fondement.

[M. Matheson.]

L'hon. M. Harkness: Monsieur le président, un ministre n'a jamais eu coutume de donner son avis sur des histoires conjecturales ou des éditoriaux encore plus hypothétiques qui paraissent dans les journaux. Je n'ai pas l'intention de commencer maintenant, étant donné surtout que ces questions ne se rattachent en rien au crédit à l'étude.

L'hon. M. Pearson: Le ministre consentirait peut-être à nous dire ce qu'il pense de cette nouvelle de journal. Il y est question de la possibilité d'armer le CF-104 afin qu'il puisse remplir le rôle qui lui a été assigné par l'OTAN. Nous avons peine à obtenir du ministre des détails sur l'équipement dont cet appareil sera muni pour lui permettre de remplir ce rôle. Au dire du ministre, nous allons prendre une décision plus tard et nous disposerons de l'équipement nécessaire, pour remplir le rôle, dans un an ou plus tôt, en cas d'urgence. Il prétend que le comité devrait se contenter de cette déclaration. Même s'il ne veut pas l'admettre, cette déclaration n'est pas suffisante pour l'OTAN.

Cet après-midi, j'ai consigné au compte rendu une déclaration du premier ministre; elle se rapporte aussi à cet aspect particulier du problème. Le 25 février, le premier ministre disait à Edmonton qu'une certaine rumeur était partiellement vraie. Il affirme que les ogives nucléaires seraient, au besoin, disponibles en moins d'une heure. Comment le ministre peut-il concilier cette déclaration avec la décision de modifier l'armement du CF-104?

L'hon. M. Harkness: Monsieur le président, cela n'a rien à voir non plus à la question dont nous sommes saisis présentement. Il ne serait pas opportun que je fasse des observations à ce sujet, je crois.

L'hon. M. Pearson: Comment cela pourrait-il être plus pertinent? Le ministre prétend que le gouvernement n'a pas encore décidé de quelles armes cet avion sera muni mais qu'il prendra une décision en temps et lieu, si une situation d'urgence survient; autrement, il tranche la question n'importe quand, d'ici un an, avant que les avions soient livrés. Il faudra donc décider si ces avions seront, oui ou non, munis d'ogives nucléaires. Le premier ministre a dit qu'on pourrait se procurer des ogives nucléaires dans l'espace de trente à soixante minutes. Est-ce bien vrai et, dans le cas de l'affirmative, comment y parviendra-t-on? Le ministre soutient que cela n'a rien à voir à la question à l'étude.

L'hon. M. Harkness: Tout ce que je dirais à ce propos, c'est que le premier ministre n'a pas dit que tel était le cas. L'article de journal qu'a lu le chef de l'opposition faisait dire au premier ministre qu'il y avait eu une nouvelle en ce sens.